

**EXTRAIT DU REGISTRE DES
DÉLIBÉRATIONS DU BUREAU DU SYNDICAT
DU 24 JUIN 2021**

JP/VA

OBJET : 2.3. ADMINISTRATION GÉNÉRALE – FONCIER - CESSION TERRAIN ANCIENNE STATION D'ÉPURATION DE CHASSIERS - DÉSFFECTATION

L'an deux mille vingt-et-un, le vingt-quatre du mois de juin à neuf heures, le BUREAU DU SYNDICAT DES EAUX DU BASSIN DE L'ARDÈCHE - S.E.B.A. -, dûment convoqué par le président du Syndicat, s'est réuni au siège du Syndicat, sis 80, avenue de la République à LARGENTIÈRE, sous la présidence de M. Jean PASCAL, président du Syndicat.

Conformément aux statuts du Syndicat et aux dispositions du règlement intérieur du syndicat, sont présents à la délibération suivante :

NOM Prénom	Collectivité représentée	Présent-e ou supplé-e	Supplé-e par pouvoir donné à
PASCAL Jean	FAUGÈRES	X	
GARRIDO Jean-Manuel	ST-ANDRÉ-DE-CRUZIÈRES	X	
ARCHIMBAUD Patrick	VALS-LES-BAINS	X	
DURAND Jean-Luc	PONT-DE-LABEAUME	X	
MERINE Philippe	ST-PRIVAT	X	
MARRON Jacques	SIAEP DE BARJAC	X	
BALAZUC Thierry	LACHAPELLE S/S AUBENAS	X	
LACROIX Bernard	LARGENTIÈRE	X	
BACCONNIER Jean-Claude	SIVOM OLIVIER DE SERRES	X	
BALMELE Robert	BERRIAS-ET-CASTELJAU	X	
FLAMBEAUX Patrice	LABEAUME	X	
SOUBEYRAND Jacky	AUBENAS	X	
CHASTAGNIER Geneviève	JOYEUSE		Excusée
BOYER Joël	UCEL	X	
GROS Cyril	LABÉGUDE	X	
LLORCA Patricia	ST-JULIEN-DU-SERRE		Excusée
CHARRIER Nicolas	CHASSIERS		Excusé
CARON Christian	RUOMS		Excusé
COROMINA Jean	VALLON-PONT-D'ARC	X	
VÉOL Christophe	LALEVADE D'ARDÈCHE	X	

A été élu secrétaire de séance : M. Jean-Manuel GARRIDO, 1^{er} vice-président.

OBJET : 2.3. ADMINISTRATION GÉNÉRALE – FONCIER - CESSIION TERRAIN ANCIENNE STATION D'ÉPURATION DE CHASSIERS - DÉSAFFECTATION

(La présente délibération a été soumise à l'examen du Bureau en vertu de l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales et de la délibération du comité syndical en date du 28 septembre 2020).

L'ancienne station d'épuration sise quartier Les Près sur la commune de Chassiers n'est plus en service depuis quelques années. La parcelle avait été acquise en 1979 par le syndicat intercommunal du Tanargue. Les ouvrages, c'est-à-dire le bassin et le local technique ont été détruits. Seul reste un poste de relevage que le SEBA conserve.

La commune de Chassiers a fait savoir par courriel du 27 octobre 2020, qu'elle souhaitait acquérir, après division de la parcelle mère D 2182, la parcelle D 3108 d'une surface de 1510 mètres carrés dans le cadre de la construction d'un bassin d'orage. Elle a délibéré en ce sens le 8 décembre 2020.

La parcelle D 3109, d'une superficie de 165 mètres carrés sur laquelle est implanté le poste de relevage, reste propriété du SEBA.

Les services de France Domaine ont été consultés et ont émis un avis en date du 28 mai 2021.

Conformément au catalogue droits et tarifs en vigueur « valeur de cession de terrains par le SEBA en faveur de collectivités publiques pour usage public », le prix d'achat a été établi à un euro le mètre carré.

Aussi, s'agissant du domaine public du SEBA, il convient, préalablement à cette cession, de désaffecter cette parcelle. Son déclassement n'est pas nécessaire, celle-ci étant destinée à être maintenue dans le domaine public communal.

En effet, les dispositions des articles L 3111-1 et suivants du code général de la propriété des personnes publiques autorisent désormais, par dérogation du principe d'inaliénabilité du domaine public, les cessions et les échanges de propriétés relevant du domaine public, entre personnes publiques, sans déclassement préalable.

Les frais de géomètres pour la constitution des documents d'arpentage et plan de bornage, ainsi que les frais d'actes notariés et les dépenses y afférentes seront supportés par la commune de CHASSIERS.

Après en avoir délibéré et à l'unanimité des membres présents, le bureau syndical décide de :

- **DÉSAFFECTER** une partie du domaine public syndical correspondant à la totalité de la parcelle D n°3108, soit 1510 m²,
- **CÉDER** le terrain susvisé au profit de la commune de Chassiers, sur la base du montant d'UN EURO le mètre-carré, soit pour la surface totale à acquérir 1 510 euros (mille-cinq-cent-dix EUROS),
- **AUTORISER** le président à signer l'acte correspondant,
- **AUTORISER** le président à mener toutes les démarches nécessaires à la concrétisation de cette opération.

POUR EXTRAIT CERTIFIÉ CONFORME,

Le président,

Jean PASCAL